

En entrant dans l'appartement d'Éric, un rapide coup d'œil suffit à Jean-Marc, éducateur technique spécialisé au sein de l'association d'insertion sociale Itinér'air, pour évaluer le travail qu'il reste à effectuer. Les couloirs, débarrassés de leurs quatre couches de papier peint désuet, attendent un dernier coup de pinceau. « Il a déjà fallu bien dissoudre la colle et poser de l'enduit », commente Jean-Marc. Ce matin-là, il supervise l'aménagement d'un placard et la pose de rideaux dans la chambre de la fille d'Éric. Cela fait seize ans que ce fraiseur au chômage de 48 ans a emménagé dans cette HLM du quartier Argentine, à Beauvais. Il n'avait jamais fait de travaux. « Je n'aime pas ça », maugrée-t-il, tout en souriant. Il se dira plus tard ravi d'avoir gagné en autonomie. C'est son assistante sociale qui l'a mis en relation avec Jean-Marc.

Ce type de chantier participatif, auquel peuvent être associés d'autres bénévoles ou d'anciens bénéficiaires, constitue le cœur de l'autoréhabilitation accompagnée (ARA). Le principe est simple : à travers des associations, des ménages modestes bénéficient d'une aide financière pour le matériel et la main-d'œuvre, principal poste de dépenses des travaux, et d'une aide pratique prodiguée à travers la transmission de savoir-faire.

Un dispositif pour aider les ménages les plus modestes

« Des locataires nous ont demandé si l'on connaissait des gens pour faire des travaux chez eux à moindre coût, raconte Margaux Iribarnegaray, directrice de l'association Itinér'air. Nous avons donc lancé, fin 2014, un service d'autoréhabilitation accompagnée, qui compte déjà une dizaine de personnes sur liste d'attente. » Les locataires sont sélectionnés après évaluation de l'urgence de leur situation - insalubrité, difficultés économiques et sociales, etc. L'association leur demande jusqu'à 40 euros de participation en fonction de leur « reste à vivre » pour les matériaux et l'encadrement technique du chantier, d'une durée moyenne de douze jours. En un an, une vingtaine de familles ont ainsi pu être encadrées par Jean-Marc. « Une fois, j'ai aidé une femme victime de violences à refaire son intérieur ; elle m'a dit qu'elle avait l'impression de reconstruire sa vie », se réjouit-il. « Je ne suis pas un artisan du bâtiment. C'est du travail social que je fais. » Comme pour éloigner le principal reproche fait à l'autoréhabilitation accompagnée, à

savoir une concurrence déloyale au secteur du bâtiment. C'est là où le bât blesse : le dispositif, mis en place par plusieurs associations, a fait l'objet d'une concertation ministérielle lancée par Cécile Duflot fin 2013. Mais, faute d'entente avec les autres ministères et les professionnels du bâtiment, aucune décision n'a été prise. Sur le terrain, certaines initiatives se sont déjà arrêtées, car leurs subventions n'ont pas été renouvelées.

Des chantiers participatifs générateurs de lien social

Au sein du réseau associatif des Compagnons bâtisseurs, Rachid Maziane, directeur du département Développement et Innovation, dit ne pas être surpris par ces freins. Présent dans dix régions en France, ce mouvement associatif a formalisé la démarche de l'autoréhabilitation accompagnée et réalise 1200 chantiers par an. « Chaque famille signe un contrat qui l'engage. Elle doit être volontaire et a une obligation de présence et de participation auprès de notre trio magique : un animateur technique, un jeune en service civique et un bénévole », résume-t-il. Les Compagnons bâtisseurs interviennent auprès de bailleurs tant publics que privés et sont même sollicités par des propriétaires occupants en



© Pascal Grebouvel